

# Chapitre 18 Être solidaire et protéger

## La logique du chapitre

Le dernier chapitre d'EMC présente les moyens d'action à toutes les échelles et des différents acteurs (Institutions et organismes internationaux, État, collectivités territoriales, associations et citoyens) pour lutter contre les inégalités et protéger les citoyens face aux risques sociaux et environnementaux.

Les deux documents de la double page d'ouverture introduisent ces thèmes et montrent l'importance de la solidarité et de la fraternité face aux risques tant sociaux (développés dans les pages 376 à 383) qu'environnementaux (développés dans les pages 384 à 389).

Le premier dossier (pp. 374-375) prend, comme le programme y invite, l'exemple de l'Éducation nationale pour montrer comment le principe de solidarité se manifeste à différentes échelles. La double page suivante, « Le rôle de l'école dans la santé » (pp. 376-377), permet aux élèves de comprendre, au plus près d'eux, comment l'école s'implique dans la politique de prévention en matière de santé publique, en lien avec l'ODD 3 « Bonne santé et bien-être » et le parcours éducatif de santé. Toujours en lien avec la santé, un débat, « Manger « mieux » : qui est responsable ? » (pp. 378-379), interroge sur la responsabilité de l'État et celle des consommateurs dans les choix alimentaires.

Le dossier suivant, « La protection sociale au service de la solidarité nationale » (pp. 380-381), permet de travailler sur la Sécurité sociale, un des éléments incontournables de la solidarité nationale. Le premier projet proposé, pour « Développer des liens entre les générations » (pp. 382-383), se penche sur un autre aspect de la politique publique de la République française en lien avec l'ODD 3 et ses déclinaisons à toutes les échelles à travers différentes initiatives. Il peut s'inscrire dans le parcours citoyen des élèves.

Le dossier suivant permet de découvrir comment la solidarité nationale se déploie dans un espace soumis à un risque environnemental, à travers l'exemple de la tempête Alex dans les Alpes-Maritimes (pp. 384-385), de la gestion à la reconstruction. Ce dossier permet de faire un lien avec le programme de géographie. Le deuxième projet proposé peut, comme l'autre, s'inscrire dans le parcours citoyen des élèves : « Organiser une formation aux « Gestes qui sauvent » » (pp. 386-387) est l'occasion de montrer que la sécurité civile est l'affaire de tous depuis 2004. Enfin, le dernier dossier permet de changer d'échelle pour montrer « la solidarité internationale face au changement climatique » (pp. 388-389) à partir d'exemples d'aide au développement durable.

Un court bilan fait le point sur ce qu'il faut retenir des différentes activités avec pour les élèves plus « visuels » une carte mentale (p. 390). Deux exercices permettent aux élèves de vérifier leurs connaissances (vocabulaire, sigles) ; le troisième est un exercice guidé sur internet pour présenter deux exemples d'actions solidaires. (p. 391).

## PP. 372--373 OUVERTURE

Deux documents iconographiques et une question permettent d'introduire les thèmes de la solidarité et de la protection.

Le document 1 est tiré d'une campagne publicitaire de l'association Emmaüs, association reconnue d'utilité publique : il illustre la solidarité face au risque de la précarité. Le slogan affirme que, donner ses vêtements plutôt que de les vendre en ligne, « c'est se donner le pouvoir d'agir pour la solidarité et l'environnement ». En effet, ces dons permettent, d'une part, aux compagnons d'Emmaüs de travailler pour retrouver un emploi et se réinsérer dans la société, et, d'autre part, en favorisant les achats de seconde main, de lutter contre la *fast fashion* et ses effets dévastateurs sur l'environnement. La présence sur l'affiche de Thierry, souriant, rend sensible et palpable l'effet du don et l'action de l'association Emmaüs.

Le document 2 est une photographie montrant l'intervention des sapeurs-pompiers lors des inondations de novembre 2023 dans le Pas-de-Calais pour secourir les habitants. Il illustre l'action de l'État pour assurer la protection des personnes.

En haut de la page 375, une question à choix multiples interroge sur le sens du terme de solidarité. C'est la deuxième proposition qui est attendue. La première est trop limitée dans ces destinataires, la troisième relève plutôt de l'entraide ou d'un service.

## Pour aller plus loin

Pour travailler sur Emmaüs : le site <https://emmaus-france.org>

Un film sur l'abbé Pierre (2024) : [https://education.parenthesecinema.com/files/books/film-abbé-pierre-dossier-pedagogique-78.pdf?utm\\_source=brevo&utm\\_campaign=LABBE%20PIERRE%20LYCEES&utm\\_medium=email](https://education.parenthesecinema.com/files/books/film-abbé-pierre-dossier-pedagogique-78.pdf?utm_source=brevo&utm_campaign=LABBE%20PIERRE%20LYCEES&utm_medium=email)

## PP. 374-375 DÉCOUVRONS « LE PRINCIPE DE SOLIDARITÉ À L'ÉCOLE »

Cette double page doit permettre, à travers l'exemple de l'école, et donc au plus près du quotidien des élèves, de comprendre comment se manifeste le principe de solidarité. Les documents et les exemples sélectionnés permettent d'illustrer les missions et les contributions des différentes collectivités territoriales (documents 1 et 3b) et de l'État (documents 2, 3 et 4), dans l'objectif commun de réduire les inégalités en donnant à tous accès à la connaissance. Les enseignants peuvent bien sûr apporter des documents extérieurs en lien avec les collectivités du territoire de l'établissement. Il est possible de n'effectuer qu'un seul des deux parcours mais aussi d'envisager le parcours 1 comme un travail préparatoire à la réalisation du parcours 2.

Le dossier documentaire proposé permet de développer, conformément au BO :

- les valeurs et les principes : liberté, égalité, fraternité et laïcité ; solidarité, égalité entre femmes et hommes ; le refus de toutes les discriminations ;
- la compréhension critique des élèves de la règle et droit ;
- l'apprentissage autonome.

## REPONSES AUX QUESTIONS P. 375

### Parcours 1

1.

	Commune	Département	Région
Élèves bénéficiaires	Maternelles et Primaires	Collégiens	Lycéens
Exemples d'actions	Échelonnement du tarif des repas	Aide financière supplémentaire pour les élèves boursiers	- Accès à l'hébergement en internat - Ordinateur pour chaque lycéen

2. L'État accompagne les familles en versant l'Allocation de rentrée scolaire (sous conditions de ressources). Ce sont près de 3 millions de familles qui en bénéficient.

3. L'État est le premier financeur du système éducatif : il contribue pour plus de la moitié à son financement (55,7 %). En moyenne, l'État dépense près de 10 000 € (9 150) pour un collégien.

4. Ce sont les établissements REP qui bénéficient de la politique d'éducation prioritaire.

5. L'État et les collectivités investissent dans l'éducation au nom des valeurs d'égalité et de fraternité car l'objectif est de réduire les inégalités et d'offrir à tous les élèves un accès à l'instruction.

### Parcours 2

Canopé propose une page de présentation intéressante et pertinente du sketchnote.

[https://continue-pedago.canoprof.fr/eleve/Fiches\\_Pratiques\\_ressources\\_outils\\_enseignants/Decouvrir\\_sketchnote/](https://continue-pedago.canoprof.fr/eleve/Fiches_Pratiques_ressources_outils_enseignants/Decouvrir_sketchnote/)

Les élèves pourront par exemple illustrer les idées suivantes :

**L'idée centrale :** Le principe de solidarité à l'école

**Comment les collectivités de l'État investissent au travers de politiques variées ?**

- Les communes : échelonnement du tarif des repas pour les élèves des écoles maternelles et primaires (à Montpellier, le tarif du repas s'échelonne de 0,50 € à 6,55 € alors que cela revient à 12 € à la ville).

- Le département : aide financière supplémentaire pour les élèves boursiers des collèges (dans le Tarn-et-Garonne).

- La région : accès à l'hébergement et ordinateur pour chaque lycéen (dans la région Grand Est).

- L'État : financement pour plus de la moitié du système éducatif (55,7 %) et dépense de près de 10 000 € (9 150) pour un collégien. Développement d'une politique d'éducation prioritaire (établissements REP). Versement de l'allocation de rentrée scolaire sous conditions de ressources (3 millions de familles en bénéficient).

**Ce que permettent ces politiques pour chaque élève**

- Réduisent les inégalités entre les familles et entre élèves.

- Permettent d'offrir à tous les élèves un accès à l'éducation, donc d'apprendre et de réussir = égalité des chances.

- Font vivre les valeurs d'égalité, de fraternité et de solidarité.

## PP. 376-377 DÉCOUVRONS LE RÔLE DE L'ÉCOLE DANS LA SANTÉ

Pour lutter contre le risque social que représente la maladie, la prévention est un élément majeur. Le droit à la santé est inscrit dans le préambule de la Constitution de 1946. C'est pourquoi l'État met en place une politique publique de prévention qui s'intègre également à l'ODD 3 « Bonne santé et bien-être ». Nous avons fait le choix, ici encore, d'être au plus près du vécu des élèves, en axant le dossier sur l'école, plus précisément sur la politique de prévention à l'école.

Le document 1 est une affiche de l'Unicef pour une campagne de sensibilisation à la CIDE qui stipule en son article 24 qu'un des droits de l'enfant est de grandir en bonne santé.

Les documents 2, 3 et 4 sont plus spécifiquement centrés sur le rôle de l'infirmier-infirmière scolaire. Le document 2 est un témoignage sur son quotidien et son rôle. Le document 3 montre une de ses collègues vaccinant une jeune fille contre les cancers liés aux papillomavirus. En effet, à la rentrée 2023, une politique publique de vaccination des filles et garçons de 5<sup>e</sup> volontaires a été mise en place. Le document 4 présente le bilan de santé opéré via le dépistage infirmier des 12 ans au collège.

Le document 5 est une infographie donnant quelques exemples de contenus du Parcours éducatif de santé.

## REPONSES AUX QUESTIONS P. 377

Le dossier documentaire proposé permet de développer, conformément au BO :

- les valeurs et les principes : liberté, égalité, fraternité et laïcité ; solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations ;
- la compréhension critique des élèves de la règle et droit ;
- le respect de soi, la maîtrise de soi ;
- les aptitudes : l'écoute et l'observation ; l'esprit critique ; l'apprentissage autonome, l'implication dans un projet collectif et la coopération.

## Parcours 1

1. Le droit à la santé signifie que les enfants ont le droit de bénéficier des meilleurs soins possibles, d'accéder à l'eau potable, à de la nourriture saine et de vivre dans un environnement propre. Tous les enfants doivent être informés pour grandir en bonne santé et en sécurité. Le texte qui affirme ce droit est la Convention internationale des droits de l'enfant (1989).
2. Les principaux motifs de consultation à l'infirmerie sont : les accidents suite à une bousculade ou une blessure en EPS ; les élèves venant exprimer leurs émotions et leurs difficultés relationnelles ; les élèves qui ont un PAI et un traitement venant prendre leurs médicaments.
3. Le bilan infirmier des 12 ans permet de faire de la prévention. Ce dépistage comporte la surveillance de la courbe du poids, de l'audition, de la vue, des dents, des vaccinations mais aussi des questions sur l'hygiène de vie (repas, sommeil...).
4. Pour s'assurer de la bonne santé des élèves, l'État organise et finance la présence des infirmiers/infirmières de l'Éducation nationale, une campagne de vaccination pour lutter contre les cancers liés aux papillomavirus, un dépistage infirmier à 12 ans, mais aussi un Parcours éducatif de santé de la maternelle à la Terminale. Au cours de ce parcours, les élèves rencontrent des professionnels pour échanger sur les risques auditifs, sur les addictions (alcool, tabac, drogue), sur l'hygiène de vie, sur l'éducation à la sexualité et aux sentiments, sur les « Gestes Qui Sauvent », sur la sécurité routière.
5. L'école participe à la politique de santé publique car la prévention est un élément important pour lutter contre les risques sociaux que représentent les maladies comme l'obésité, le diabète ou un cancer et qui représentent un coût pour la société. L'État est dans son rôle de protection et prévention.

## Parcours 2

À l'aide des documents, les élèves préparent des questions pour interviewer l'infirmier ou l'infirmière du collège. Ce travail s'inscrit aussi dans la découverte des métiers et le Parcours avenir. Cette interview peut aussi être intégrée dans l'ENT de l'établissement et servir à la liaison école/collège.

### Les questions peuvent porter sur la formation :

Exemples : Quelles études faut-il faire pour devenir infirmier/infirmière ?

Est-ce que la formation est différente pour devenir infirmier/infirmière de l'Éducation nationale ?

Avez-vous exercé dans d'autres structures ?

### Des questions sur les particularités du métier en milieu scolaire :

Exemples : Pourquoi avez-vous choisi de travailler en milieu scolaire ?

Quels sont les avantages de travailler dans un collège ou un lycée ?

Est-ce que vous êtes tous les jours dans l'établissement ?

Quels sont les inconvénients ?

Est-ce que vous trouvez que c'est plus difficile que de travailler à l'hôpital ?

### Des questions sur les actions les plus fréquentes :

Exemples : Quels sont les motifs de consultation les plus fréquents ?

Est-ce que vous venez parfois en classe pour faire une communication aux élèves ?

Est-ce qu'il vous arrive de faire des projets avec des élèves ou des professeurs ?

Quelles sont vos principales missions ?

Est-ce que cela vous arrive souvent de téléphoner aux pompiers ou au Samu ?

La fiche méthode p. 337 conseille de commencer par des questions qui mettent à l'aise. Commencer par une question pour que la personne se présente et indique depuis combien de temps elle est dans l'établissement est pertinent.

## Pour aller plus loin

Mettre en place un petit-déjeuner à l'école en lien avec l'infirmier/l'infirmière et éventuellement les professeurs de langues (des vertus de l'*English breakfast* ou du repas à part entière qu'est le petit-déjeuner allemand, par exemple) et en lien avec le CESCE (Comité d'éducation à la santé, à la citoyenneté et à l'environnement) dans le cadre du Programme national nutrition santé (PNNS). Si un projet est mis en place et que l'établissement est équipé d'une webradio ou d'une webtélé, cela peut devenir une émission (interview, présentation du projet, micro-trottoir sur le sommeil, etc.).

## PP. 378-379 DÉBATTONS MANGER « MIEUX » : QUI EST RESPONSABLE ?

Avoir comme porte d'entrée une politique publique de santé qui touche les élèves demi-pensionnaires au quotidien est l'occasion de les faire réfléchir, de manière concrète, sur la responsabilité de l'État en matière de protection et de prévention. Envisager une alimentation abordable, saine et durable pour toutes et tous entremêle plusieurs enjeux transversaux qui font appel à de nombreux ODD (1. Pas de pauvreté ; 2. Faim « zéro » ; 3. Bonne santé et bien-être ; 10. Inégalités réduites ; 12. Consommation et production durables). Établir ici une passerelle avec les chapitres de géographie « Richesse et pauvreté dans le monde » et « Nourrir l'humanité » est bien sûr pertinent. Si la responsabilité de l'État est questionnée ici, le débat devrait permettre de faire de même avec les responsabilités individuelle et collective.

On peut commencer la séance par un échange rapide, à chaud, pour constater combien d'élèves se positionnent instinctivement d'un côté et de l'autre. Les élèves sont ensuite amenés à découvrir l'ensemble documentaire pour alimenter le débat argumenté.

Le document 1 propose de multiples témoignages à propos de la *junk food* (définie en vocabulaire) permettant à la fois d'incarner le sujet et de lancer de premières idées aussi bien pour la position A que pour la B.

Le document 2 met en lumière le rôle de l'État pour changer les habitudes dans les cantines au travers de la loi. Ici, on pourra faire réfléchir les élèves à la déclinaison de ces lois dans la cantine même de l'établissement (le jour du menu végétarien, indication de la provenance locale de certains aliments ou du « bio », actions « antigaspi », etc.).

Avec le document 3, les élèves découvrent une sélection de données chiffrées permettant de souligner les conséquences de la consommation de viande sur l'environnement et la santé.

Le document 4 évoque un sondage qui met en lumière les habitudes alimentaires des plus jeunes. Les élèves qui jugeront ces chiffres « préoccupants » comprendront la nécessité pour l'État de renforcer l'éducation alimentaire.

Le document 5 cible plus particulièrement l'enjeu de santé publique que représente l'obésité chez les plus jeunes. Ses conséquences graves pour la santé et son coût élevé pour la société pourront justifier aux yeux de certains la nécessité d'anticiper ces risques de la part de l'État.

Ce débat s'intègre à la fois dans le Parcours citoyen et dans le Parcours santé.

Le dossier documentaire proposé permet de développer, conformément au BO :

- les valeurs et les principes : liberté, égalité, fraternité et laïcité ; solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations ;
- la compréhension critique des élèves : de la règle et du droit ; du développement durable et de la transition écologique ;
- les attitudes qui permettent de s'inscrire dans la vie démocratique : le respect d'autrui et l'acceptation des différences ; le respect de soi, la maîtrise de soi ; la prise d'initiative dans le respect des règles, des autres et de l'environnement ; l'équilibre entre l'initiative individuelle et l'acceptation des règles communes ;
- les aptitudes : l'écoute et l'observation ; la réflexion et le discernement ; l'esprit critique ; la capacité à exprimer ce que l'on ressent et l'empathie ; l'implication dans un projet collectif et la coopération ; la participation à un débat pour résoudre les conflits et/ou prendre des décisions.

## Étape 2

Il pourra être intéressant de faire remarquer aux élèves qu'un même document peut se prêter à une lecture plurielle, proposer des arguments ou des contre-arguments. Le point de vue A a pour objectif de montrer que l'État a une responsabilité quant à l'alimentation de chacun en termes d'accès et de qualité mais aussi de développement durable. Le point de vue B tend à souligner que de nombreuses contraintes pèsent sur les citoyens et qu'il est de la responsabilité de chacun de choisir son alimentation. Le tableau ci-dessous donne des exemples d'arguments qui pourront être prélevés dans les documents proposés.

A. L'État est responsable de notre alimentation	B. Chacun est responsable de son alimentation
<p>Nécessité d'une politique publique car</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De nombreux aliments sont mauvais pour notre santé (exemple : obésité et ses conséquences). Les interdire ?</li> <li>- La consommation de viande a des conséquences graves pour l'environnement (déforestation, dérèglement climatique).</li> <li>- Les jeunes surconsommant la <i>junk food</i> : ne savent plus reconnaître les légumes ; 60 % des 15-24 ans mangent une fois par mois au <i>fast food</i>.</li> <li>- Tout le monde ne peut pas se nourrir correctement : la responsabilité de l'État est de leur proposer une alimentation saine et équilibrée (notamment à la cantine)</li> <li>- L'État a déjà commencé à encadrer notre alimentation à la cantine : pourquoi s'arrêter là ?</li> <li>+ Loi qui demande d'indiquer le nutri-score</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Certains n'ont pas le choix (exemple : les étudiants), l'alimentation est devenue chère pour beaucoup à cause de l'inflation.</li> <li>- D'autres mangent « mal » parce qu'ils manquent de temps, c'est la société qui veut ça.</li> <li>- Chacun doit être libre de manger ce qu'il veut, de se faire plaisir. C'est une liberté comme les autres.</li> <li>- Cela relève de notre seule responsabilité.</li> <li>- L'État encadre déjà l'alimentation à la cantine, c'est suffisant.</li> </ul>

À partir des arguments évoqués lors de votre débat, il peut être demandé aux élèves (étape 3) de rédiger un texte de synthèse permettant de répondre à la question de départ : « Mangez « mieux » : qui est responsable ? »

Le premier paragraphe s'appuiera sur les arguments de la position A et le deuxième sur ceux de la position B.

## PP. 380-381 DÉCOUVRONS LA PROTECTION SOCIALE AU SERVICE DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

Dans ce dossier, les élèves sont invités à s'intéresser à la manière dont l'État protège ses citoyens, notamment grâce à la Sécurité sociale. Le document 1, qui peut être complété par la vidéo proposée, doit permettre de comprendre simplement le principe ainsi que le fonctionnement de la Sécurité sociale, système de santé qui couvre des risques sociaux multiples et variés : maladie, invalidité, perte d'emploi, perte d'autonomie liée à l'âge, etc.

Les documents 2 et 3 font émerger l'idée que, confrontés à ces événements, les individus risqueraient de ne pouvoir faire face avec leurs seules ressources. Bien sûr, cette protection n'est possible que si la solidarité nationale s'exerce ; c'est ce que proposent d'aborder les documents 4 et 5. La redistribution des richesses, au travers des impôts directs et indirects, traduit la participation des citoyens à la solidarité nationale.

Le dossier documentaire proposé permet de développer, conformément au BO :

- les valeurs et les principes : solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations ; respect de la dignité humaine ;
- la compréhension critique des élèves de la règle et du droit ;
- l'apprentissage autonome.

## REPONSES AUX QUESTIONS P. 381

### Parcours 1

1.

Protéger	Les familles	Les retraités	Les personnes malades
Quelle branche finance ?	La branche famille	La branche retraite	La branche Assurance maladie
Un exemple de prestation	Le RSA (Revenu de Solidarité Active)	Les pensions de retraite	Le remboursement des frais de santé

2. La Sécurité sociale est financée grâce aux cotisations patronales et salariales (prélèvements sur les salaires) ainsi que grâce aux impôts directs et indirects (exemple : taxes sur le tabac). Tous les citoyens sont donc solidaires en participant à ce financement.

3. Constance a été protégée face à de nombreux risques.

Santé : les frais d'hospitalisation suite à son accident de scooter ont été pris en charge.

Logement : au début de ses études, elle a bénéficié des APL afin de réduire le montant de son loyer.

Famille : elle a bénéficié d'un congé maternité à la naissance de son enfant.

Vieillesse : une fois la retraite arrivée, elle bénéficiera d'une pension.

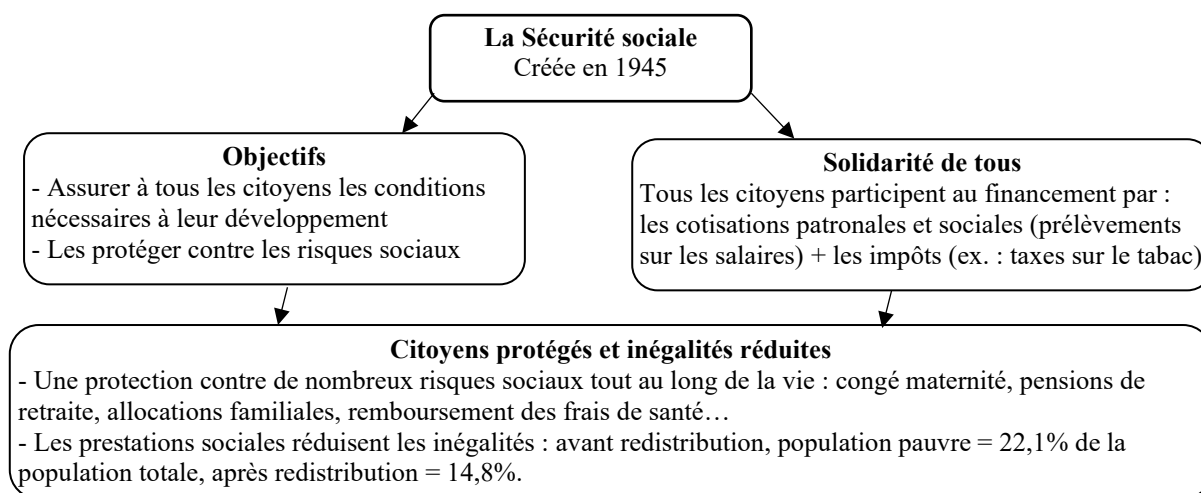
Emploi : elle a bénéficié de son droit au chômage lorsqu'elle a perdu son emploi.

4. L'avancement des frais de santé ou leur remboursement (facilement et rapidement) par l'Assurance maladie sont deux avantages de la carte vitale.

5. - L'État protège les individus de nombreux risques sociaux : c'est vrai car les prestations sociales permettent de couvrir à la fois les risques liés à la vieillesse/survie (44,2 % des prestations versées), à la santé (37,4 %), à la famille (7 %) ou encore à l'emploi (5,6 %).

- Les prestations sociales réduisent les inégalités : c'est vrai car avant redistribution, la population pauvre représente 22,1 % de la population totale, après redistribution, 14,8 %.

### Parcours 2



## PP. 382-383 MENONS UN PROJET DÉVELOPPER DES LIENS ENTRE LES GÉNÉRATIONS

Ce dossier a pour objectif de montrer des exemples d'actions pour développer des liens entre les générations avant que les élèves s'engagent eux-mêmes dans une action : l'interview d'une personne âgée (de la famille, du voisinage ou d'un EPHAD de la commune). L'objectif est de permettre aux élèves d'échanger sur la jeunesse de la personne interviewée et ainsi de mieux la comprendre.

Le document 1, complété par une vidéo, présente l'action de l'association Ensemble2générations : la mise en place de colocation entre personnes de plus de 60 ans et étudiants, dans un objectif gagnant-gagnant (une présence, de l'entraide et de l'argent contre un loyer modéré).

Le document 2 met en avant une école maternelle dans le Pas-de-Calais, située dans l'EPHAD de la commune. Là aussi, les avantages sont doubles : échanges entre enfants et personnes âgées, école sauvée.



Le document 3, tiré d'un article de *L'Est républicain*, rapporte un acte de solidarité : des jeunes de la chorale sont allés chanter à l'EPHAD voisin, offrant aux résidents un moment de partage et de convivialité.

Le document 4, extrait d'Eduscol, présente le projet « une lettre, un sourire » né durant le confinement en mars 2020. Ce projet, labellisé par l'Éducation nationale, a, là aussi, pour objectif de créer du lien entre les élèves et les personnes âgées. Des pistes pédagogiques sont d'ailleurs proposées sur le site Eduscol pour aller plus loin dans ce projet.

<https://eduscol.education.fr/document/13258/download?attachment>

Le document 5 présente le Service Civique Solidarité Seniors (SC2S), qui, comme tous les services civiques, s'adresse aux jeunes entre 16 et 25 ans. Les illustrations complètent le texte et montrent l'étendue des actions auprès des seniors et le plaisir partagé qui se lit dans les sourires. Les jeunes font par exemple des visites à domicile, de l'accompagnement pour des sorties culturelles, de l'initiation au numérique. En complément un hatier-clic propose le témoignage d'une jeune femme ayant fait un service civique 2S et tout ce que cela lui a apporté.

Le dossier documentaire proposé permet de développer, conformément au BO :

- les valeurs et les principes : solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations ; respect de la dignité humaine ;
- la compréhension critique des élèves de la règle et du droit ;
- les attitudes qui permettent de s'inscrire dans la vie démocratique : le respect d'autrui et l'acceptation des différences ; le respect de soi, la maîtrise de soi ; la prise d'initiative dans le respect des règles, des autres et de l'environnement ; l'esprit civique et le sentiment d'appartenance à une collectivité ; l'engagement et le sens des responsabilités ; l'équilibre entre l'initiative individuelle et l'acceptation des règles communes ;
- les aptitudes : la capacité à exprimer ce que l'on ressent et l'empathie ; l'implication dans un projet collectif et la coopération.

## Étape 1

	Actions menées	Organisée par	Objectif
<b>Doc. 1</b>	Colocation entre personnes de plus de 60 ans et étudiants.	Association Ensemble2générations	Partager, s'entraider, avoir une présence
<b>Doc. 2</b>	Ouverture d'une école maternelle dans un EPHAD	La mairie de la commune	Améliorer le bien vieillir, créer du lien
<b>Doc. 3</b>	Concert de la chorale du collège dans un EPHAD	Collège et EPHAD	Apporter un moment de partage et de convivialité
<b>Doc. 4</b>	Écriture de lettres à des personnes âgées isolées et dépendantes en EPHAD	1 lettre, 1 sourire, en partenariat avec Éducation nationale	Lutter contre l'isolement, partager des souvenirs
<b>Doc. 5</b>	Service civique solidarité seniors (SC2S)	État	Renforcer les liens de solidarité et le bien-vieillir

## Étape 2

Des pistes sont données pour les questions. Ce projet qui s'inscrit dans le Parcours citoyen peut être mis en valeur lors des portes ouvertes ou diffusé sur l'ENT. En cas de diffusion publique, il ne faut pas oublier de demander une autorisation de captation de la voix pour les mineurs et les majeurs.

## PP. 384-385 DÉCOUVRE LA SOLIDARITÉ NATIONALE LORS DE LA TEMPÊTE ALEX

Comme le demande le programme, il faut traiter d'un territoire touché par une catastrophe environnementale et étudier comment se déploie la solidarité nationale. La tempête Alex, qui a touché le Sud-Est de la France en octobre 2020, a été choisie.

Le document 1 est extrait d'un reportage de France Bleue l'année suivante qui dresse un bilan. La catastrophe naturelle a entraîné de nombreux dégâts matériels (estimés à 1 milliard d'euros) mais aussi humains (mort de 10 personnes).

Le document 2 est une photographie aérienne montrant l'étendue des dégâts, et laissant imaginer la violence de la crue : le pont de Saint-Martin-Vésubie coupé, les débris dans la rivière, les maisons détruites, les routes arrachées.

Le document 3 est un texte extrait de France TV info montrant l'importante mobilisation des secours (1 000 pompiers) ; une photographie d'un pompier avec son chien illustre la recherche des disparus évoqués dans le texte.

L'image du document 4, tiré du site du Secours populaire, illustre la solidarité mise en place pour aider les sinistrés avec un bénévole déchargeant un camion. Le texte retrace l'élan de solidarité dans toute la France, l'engagement d'artistes, le soutien technique et psychologique auprès des habitants sinistrés de la part des bénévoles.

Le document 5 est un tableau réalisé à partir de plusieurs sources pour identifier l'origine des aides données et leur utilisation.

Une passerelle avec la géographie est proposée pour découvrir d'autres risques p. 314-315.

Le dossier documentaire proposé permet de développer, conformément au BO :

- les valeurs et les principes : solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations ; respect de la dignité humaine ;
- la compréhension critique des élèves de la règle et du droit ; la défense, la sécurité et la résilience nationale ;
- l'apprentissage autonome.

## REPONSES AUX QUESTIONS P. 385

## Parcours 1

1. Cette catastrophe naturelle a eu lieu dans les Alpes-Maritimes, dans le Sud-Est de la France. La tempête Alex a traversé la France le 20 octobre 2020, les fortes pluies ont provoqué une crue très importante, des dégâts exceptionnels dans les Alpes-Maritimes.
2. Les dégâts sont estimés à un 1 milliard d'euros en raison des nombreuses destructions matérielles et 10 personnes ont perdu la vie. C'est un lourd bilan.
3. Les personnes mobilisées pour venir en aide aux victimes sont les pompiers, les brigades cynophiles pour chercher les disparus mais aussi les gendarmes pour sécuriser la route et la fermer à la circulation.
4. L'action de l'association du Secours populaire est une aide technique et psychologique. Les bénévoles distribuent de la nourriture, aident au déblayage, soutiennent psychologiquement. Rien ne serait possible sans l'élan de solidarité des Français qui envoient de l'argent.
5. Les aides du Secours populaire proviennent de la générosité, de la solidarité des Français, elles sont privées, alors que le document 5 montre les aides publiques à différentes échelles (État, région, département et métropole Nice-Côte d'Azur).
6. La somme versée par les collectivités locales est 1,214 milliard. Elle a servi à la reconstruction, au relogement, aux travaux routiers, au confortement des digues pour prévenir le risque, à aider financièrement les particuliers et les entreprises, à refaire le réseau d'eau et d'assainissement.

## Parcours 2

« Alex, un an après...

Il y a un an, le 20 octobre 2020, la tempête Alex déferlait sur les Alpes-Maritimes. Les fortes pluies ont provoqué une crue très importante, des dégâts exceptionnels et entraîné la mort de 10 personnes. Nous avons tous encore en tête les images du désastre : les débris dans le lit des rivières emportant tout sur leur passage, le pont de Saint-Martin-Vésubie détruit, les maisons et les routes arrachées, la détresse des habitants qui avaient tout perdu.

Heureusement, la mobilisation a été forte : 1 000 pompiers pour secourir les victimes, les brigades cynophiles pour chercher les disparus, sans oublier les gendarmes pour sécuriser les routes et fermer la circulation.

Cet épisode a été l'occasion de constater la solidarité dont les Français savent faire preuve. En effet, les bénévoles du Secours populaire ont apporté une précieuse aide technique et psychologique. Ils ont distribué de la nourriture, aidé au déblayage, soutenu psychologiquement les victimes. Julien Doré a aussi lancé une tombola solidaire qui a réuni plus de 930 000 euros.

L'État et les collectivités locales ont débloqué également 1,2 milliard pour la reconstruction, le relogement, les travaux routiers, pour aider financièrement les particuliers et les entreprises mais aussi pour refaire le réseau d'eau et d'assainissement et le confortement des digues. Une semaine après le 13 octobre, Journée mondiale de la résilience, il est important de rappeler la nécessité de la prévention pour sauver des vies et développer une culture du risque pour mieux agir et se protéger. »

Remarque : la journée de la résilience est abordée dans le dossier suivant.

## PP. 386-387 MENONS UN PROJET ORGANISER UNE FORMATION AUX « GESTES QUI SAUVENT »

Cet avant-dernier dossier est un projet qui s'intègre dans le Parcours citoyen au nom de la solidarité et dans le prolongement de la loi du 13 août 2004 indiquant que la sécurité civile est l'affaire de tous. 83 % des Français estiment que les « Gestes qui sauvent » (GQS) devraient être maîtrisés car on peut tous être confrontés à une situation d'urgence. Ce sont les chiffres d'un sondage de juin 2022 donné dans le document 3. Les autres documents présentent ce que dit la loi (document 1), l'initiation aux premiers secours du plus jeune âge au lycée (document 2), l'initiation aux GQS dans un collège (document 4) et enfin la Journée nationale de la résilience qui a lieu chaque année le 13 octobre (document 5). L'objectif de ce dossier documentaire est d'aider des élèves à organiser la formation aux GQS dans leur établissement. L'étape 1 permet d'étudier les documents, l'étape 2 de préparer la formation et l'étape 3 de diffuser l'information.

Le dossier documentaire proposé permet de développer, conformément au BO :

- les valeurs et les principes : solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations ; respect de la dignité humaine ;
- la compréhension critique des élèves : de la règle et du droit ; de la défense, de la sécurité et de la résilience nationale ;
- les attitudes qui permettent de s'inscrire dans la vie démocratique : le respect d'autrui et l'acceptation des différences ; le respect de soi, la maîtrise de soi ; la prise d'initiative dans le respect des règles, des autres et de l'environnement ; l'esprit civique et le sentiment d'appartenance à une collectivité ; l'engagement et le sens des responsabilités ; l'équilibre entre l'initiative individuelle et l'acceptation des règles communes ;
- les aptitudes : l'écoute et l'observation ; la réflexion et le discernement ; l'esprit critique ; l'implication dans un projet collectif et la coopération.

### Étape 1

1. La réalisation d'un micro-trottoir a pour objectif d'obtenir un état des lieux de ceux qui savent et ne savent pas faire les GQS. Voir la méthode p. 339.
2. Tout le monde peut participer à la sécurité civile. Ce qui est primordial est d'être capable d'appeler les secours et de prendre les premières dispositions nécessaires à la mise en sécurité de la personne. Chaque personne faisant cela est un « citoyen sauveteur » et est un collaborateur occasionnel du service public d'après le Code de la sécurité intérieure.
3. Les Français ne sont pas assez formés pour porter assistance car seulement 15 % des Français se sentent capables d'agir en situation d'urgence, alors que 4 personnes sur dix ont déjà été confrontées à une situation d'urgence (ce qui explique que plus de 8 personnes sur 10 pensent que tous les Français devraient maîtriser les GQS).
4. Il est possible de prêter secours dès son plus jeune âge : l'article du *Figaro* évoque un enfant de 5 ans qui a sauvé sa mère en appelant les pompiers car il avait appris les numéros d'urgence. Les enfants du primaire apprennent les premiers secours, au collège

les GQS et au lycée le PSC1 (certificat prévention et secours civiques de niveau 1). Des bénévoles de la Croix Rouge ou les pompiers peuvent par exemple réaliser ces initiations.

5. L'objectif de la journée du 13 octobre, Journée nationale de la résilience, est d'informer sur les risques naturels ou technologiques qui menacent son territoire pour agir, être capable de se protéger et se relever d'une éventuelle catastrophe.

## Étape 2

### 6. La formation aux « Gestes qui sauvent »

Quoi ? Pour quoi faire ?	Définition et utilité de la formation GQS	Depuis 2004, la sécurité civile est l'affaire de tous et cela s'est renforcé à la suite des attentats de 2015 en France. L'objectif est que chacun soit capable d'alerter, de mettre en sécurité, d'arrêter ou limiter une hémorragie externe, installer une victime en PLS, réaliser une réanimation cardiaque.
Pour qui ?	Classes et/ou élèves concernés par cette formation	Collégiens : Gestes qui sauvent Les élèves de 5e
Où ?	Lieu pouvant accueillir la formation	Son établissement scolaire
Quand ?	Date à retenir	À définir avec le chef d'établissement et l'organisme qui viendra

7. Dans un moteur de recherche, on pourra demander aux élèves de chercher la liste des institutions et organismes participants à la sécurité civile ; on peut penser en premier lieu aux pompiers du SDIS.

## Étape 3

Au terme de la formation, réalisez des affiches récapitulatives pour les gestes de secourisme suivants :

- « protéger », « mettre en sécurité » ;
- « alerter » ;
- « arrêter ou limiter une hémorragie externe » ;
- « installer une victime en position d'attente » ;
- « réaliser une réanimation cardio-pulmonaire ».

Vous pouvez réaliser ce travail d'affiche avec votre professeur d'arts plastiques.

N'hésitez pas à contacter le journal de votre commune ou de votre département pour lui proposer de venir faire un reportage lors de votre formation aux « Gestes qui sauvent ».

## PP. 388-389 DÉCOUVRONS « LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE »

Les pages précédentes soulignent que la solidarité s'exerce à l'échelle nationale. Ici, la mise en activité invite à prolonger la réflexion à l'échelle internationale dans le cadre de l'aide au développement, y compris durable. L'objectif est de montrer comment le droit international, à partir de l'exemple de l'accord de Paris sur le climat, prévoit une aide des pays développés aux pays en développement au travers d'une multiplicité d'acteurs. Cette solidarité internationale, même si elle reste sûrement imparfaite et encore insuffisante, permet de lutter contre les effets du changement climatique, d'atténuer ses conséquences et aux populations de s'adapter.

Le document 1 est l'occasion de présenter l'accord de Paris sur le climat, qui vise deux objectifs étroitement liés :

- l'engagement des États afin de limiter la hausse des températures à 2 °C d'ici 2100, voire 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels
- l'engagement des pays développés à mobiliser des fonds financiers pour l'action climatique dans les pays en développement.

Les trois autres documents permettent de préciser, à partir d'exemples précis, les différents acteurs concernés et les actions menées dans le cadre de cette solidarité internationale.

Le parcours 1 peut se suffire à lui-même mais il peut aussi être considéré comme le travail préparatoire avant la réalisation du parcours 2.

Le dossier documentaire proposé permet de développer, conformément au BO :

- les valeurs et les principes : solidarité, égalité entre femmes et hommes, refus de toutes les discriminations ; respect de la dignité humaine ;
- la compréhension critique des élèves : de la règle et du droit ; du développement durable et de la transition écologique ;
- les attitudes qui permettent de s'inscrire dans la vie démocratique : l'esprit civique et le sentiment d'appartenance à une collectivité ; l'engagement et le sens des responsabilités ;
- l'apprentissage autonome.

## REPONSES AUX QUESTIONS DE LA PAGE 389

### Parcours 1

1. Les États-Unis, le Canada, la Russie, la Chine, l'Australie ou encore l'Arabie saoudite font partie des plus gros émetteurs de CO<sub>2</sub>. Ce sont des pays riches et au niveau de développement élevé. À l'inverse, la Somalie, le Mozambique et l'Éthiopie sont trois pays



pauvres et au niveau de développement faible qui ont très peu d'impact sur le réchauffement climatique.

2. Les pays les plus vulnérables face au changement climatique sont ceux d'Asie du Sud et d'Afrique comme la Somalie, le Mozambique et l'Éthiopie. Leur point commun est qu'ils sont pauvres.

3. Le constat peut être fait qu'il existe bien une inégalité climatique car les pays qui contribuent le moins au réchauffement climatique sont les plus vulnérables du fait de leur pauvreté. À l'inverse, ceux qui produisent le plus de GES ne sont que peu touchés par les effets du réchauffement climatique.

4. Lors de la COP 21 et de l'accord de Paris, les 195 États se sont engagés à limiter la hausse des températures et à mettre en place une aide financière (100 milliards de dollars par an) des pays développés envers les pays en développement, par solidarité.

5.

	Doc. 2	Doc. 3	Doc. 4
Qui s'engage ?	Le PNUD (Programme de l'ONU pour le développement)	L'Union européenne	L'ONG OXFAM
Où ?	En Somalie (Afrique)	Dans les pays « vulnérables »	En Éthiopie et au Mozambique (Afrique)
Comment (actions mises en place) ?	- Accès plus fiable à l'eau (barrages, digues, et réservoirs de stockage) - Mise en place de nouvelles pratiques agricoles dans les zones arides (économie en eau, semences améliorées) - Reboisement	- Contribution financière au fonds « pertes et dommages » climatiques	- Mise en place d'un programme de micro-assurance pour les petits exploitants agricoles - Meilleur accès à l'eau potable - Installations sanitaires - Trousses d'hygiène

6. La lutte contre les effets du réchauffement climatique à l'échelle internationale est menée au nom des valeurs de solidarité, de fraternité, d'égalité ou encore de respect de la dignité humaine.

## Parcours 2

Pour la méthodologie du podcast, il faut se référer se référer à la p. 338.

Voici un exemple de texte présentant la solidarité face au réchauffement climatique.

En 2015, lors de la COP 21, 195 États ont signé l'accord de Paris sur le climat. Ils ont pris deux engagements. Le premier, est de limiter la hausse des températures à 2 °C d'ici 2100, voire 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Le deuxième est de mettre en place une aide financière (100 milliards de dollars par an) des pays développés envers les pays en développement, par solidarité.

Ainsi, de nombreux acteurs s'engagent comme le PNUD (Programme de l'ONU pour le développement), l'Union européenne ou des ONG comme OXFAM. Au travers de projets et d'aides financières, ils contribuent, par exemple, à mettre en place un meilleur accès à l'eau potable, à organiser un programme de micro-assurance pour les petits agriculteurs, à favoriser de nouvelles pratiques agricoles dans les zones arides, etc.

Cette solidarité est indispensable et juste car il existe une inégalité climatique. Les pays qui contribuent le moins au réchauffement climatique comme l'Éthiopie, le Mozambique ou la Somalie, sont les plus vulnérables à cause de leur pauvreté. Ceux qui produisent le plus de gaz à effet de serre ne sont que peu touchés par les effets du réchauffement climatique.

Cette lutte contre les effets du réchauffement climatique à l'échelle internationale doit donc être menée au nom des valeurs de solidarité, de fraternité, d'égalité ou encore de respect de la dignité humaine.

## P. 391 JE VÉRIFIE MES CONNAISSANCES

Une version imprimable des exercices est disponible sur :

[www.hatier-clic.fr/24emc1807](http://www.hatier-clic.fr/24emc1807)

### Exercice 1 : Je connais le vocabulaire du chapitre

1e Association : Groupe de personnes réunies autour d'un projet commun et d'activités diverses sans contrepartie financière.

2f Collectivités territoriales : Une commune, un département ou une région.

3d Fraternité : Une des valeurs de la devise de la République française qui désigne le devoir de chacun de venir en aide aux autres.

4b Risques sociaux : Événements (perte d'emploi, maladie, accident, vieillesse, etc.) qui entraînent une diminution des revenus et/ou une hausse des dépenses.

5a Sécurité civile : Ensemble des moyens mis en œuvre pour protéger les citoyens.

6c Sécurité sociale : Système de protection qui couvre les Français contre les risques de la vie.

### Exercice 2 : Je maîtrise les sigles du chapitre

1. Gestes Qui Sauvent

2. Objectifs de Développement Durable

3. Établissement Hospitalier Pour Personnes Âgées Dépendantes

**Exercice 3 : Je fais des recherches sur Internet sur deux exemples d'actions solidaires**

	<b>Cadets de la protection civile</b>	<b>Opération pièces jaunes</b>
<b>Quand ? Date de création</b>	2022	1989
<b>Pour quoi ? Pour qui ?</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Participer à la Protection Civile et apprendre les valeurs citoyennes</li><li>- Pour les jeunes de 12 à 15 ans.</li></ul>	Améliorer les conditions de vie des enfants et d'adolescents hospitalisés.
<b>Comment ? Les moyens</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Faire du bénévolat et assurer le secourisme en cas de besoin</li><li>- Participer à des cérémonies</li></ul>	Récolter de l'argent dans des tirelires à monter et remplir. Au début, cela consiste à donner des pièces mais pour s'adapter aux usages actuels, SMS, don en ligne, chèque, cagnotte en ligne sont possibles.